



Les groupes de travail du Master 2 Etudes européennes et internationales

2023-2024

Groupe 1 FRED.info : Comment faire gagner de la visibilité au nouveau portail citoyen franco-allemand ?

Encadré par l'Institut Franco-Allemand situé à Ludwigsburg, ce groupe de travail a pour objectif de créer du contenu et diriger du trafic régulier sur FRED.info, portail citoyen franco-allemand. Ce travail pratique doit déboucher sur la rédaction d'un rapport de 20-25 pages. Il cherche à analyser les conséquences des projets franco-allemands sur le quotidien des citoyens, mais étudie également l'inclinaison de ces derniers à « s'emparer » des enjeux du franco-allemand. Il s'agit aussi de s'interroger plus largement sur l'existence ou non d'une « élite » franco-allemande, qui serait à la fois seule initiatrice et bénéficiaire des projets transfrontaliers. Notre travail s'appuie entre autres sur des entretiens, des statistiques, une intervention dans une classe ABIBAC et mobilise une littérature scientifique.

Membres du groupe : Augustin Bressot, Juliette Gesler, Ludovic Tölg-Boulin, Daniel Ullrich
Encadrants : Stefan Seidendorf Et Maxime Legrand

Groupe 2 : Le discours comme un dialogue : écouter et répondre aux 18-25 ans dans la campagne institutionnelle des élections européennes de 2024

Le groupe de travail Parlement européen a pour objectif la rédaction et la prononciation d'un discours d'une demi-heure devant un panel de fonctionnaires du Parlement européen. Ce dernier sera composé de spécialistes des études statistiques européennes et du vote des jeunes. Il s'agit d'effectuer des recherches afin de collecter les données existantes en matière de vote des jeunes aux élections européennes, mais également de mener nos propres études empiriques, qualitatives et quantitatives. L'objectif final est double. D'une part, apporter des éléments de langage inédits et des propositions concrètes pour aider le Parlement européen à convaincre les jeunes de 18 à 25 ans de voter aux élections européennes de 2024. Cela implique de comprendre les jeunes européennes mais également les membres du panel à qui nous nous adressons. D'autre part, cela exige des membres du groupe d'apprendre des techniques rédactionnelles et oratoires pour convaincre. Le discours se tiendra le mardi 9 janvier 2024 dans les locaux de l'institution à Bruxelles, comme proposé par les étudiants du groupe.

Membres du groupe : Léa Apelroit, Max Chabert, Quentin Choulet, Esteban Gas, Thomas Heap, Sergi Pérez Lopez, Mathilde Rose, Cameron Touati
Encadrante : Isabelle Gaudeul-Ehrhart

Groupe 3 : L'européanisation des politiques publiques locales. La réponse aux appels à propositions de financement de l'Union européenne

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg placent l'européanisation de leurs politiques publiques parmi les priorités de leur stratégie européenne, internationale et transfrontalière. Afin de mettre en œuvre le projet d'européanisation de la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, notre groupe de travail a pour objectif d'étudier la manière dont un certain nombre de villes et de métropoles françaises et européennes comparables s'organisent afin d'assurer une veille sur les programmes et financements UE. L'approche de recherche combine une étude théorique des sciences politiques sur l'européanisation des politiques publiques locales avec des entretiens pratiques auprès de professionnels des collectivités territoriales. Le résultat de notre recherche vise à dresser, à travers les résultats de notre benchmarking, des préconisations à l'Eurométropole de Strasbourg sur le sujet.

Membres du groupe : Fleur Amigon, Anna Benavent Ros, Maelic Locatelli, Timothé Letty
Encadrant : Guillaume Delmotte

Groupe 4 : L'influence de compétiteurs en Eurasie

Encadrés par le Centre du Renseignement Terre (CRT), les étudiants avaient pour objectif de rédiger un rapport d'une vingtaine de pages par sous-groupe de trois. Trois sujets différents étaient proposés. Ils avaient pour point commun d'avoir pour objet deux puissances régionales : l'Iran et la Turquie. Le premier rapport visait à établir l'apport de ces deux États dans un conflit de haute-intensité : la guerre en Ukraine. Le deuxième portait sur l'influence exercée par ces puissances régionales dans les Balkans. Et le dernier se concentrait davantage sur l'Iran et sa capacité à convertir sa BITD en économie de guerre. Afin de réaliser ces travaux, une phase de d'apprentissage a été nécessaire. Les étudiants ont pu suivre des formations sur les méthodes de recherche en sources ouvertes (OSINT), les outils de la cartographie et la terminologie militaire.

Membres du groupe : Léo Casali, Estelle Coupin, Clara Fleury, Audrey Haranger, Florian Laur, Jean-Baptiste Laurent, Manelle Lepoix, Léon Maulin, Sophia Mouhssine
Encadrante : Lieutenant Claire Pinier

Groupe 5 : Les relations bilatérales de défense en Europe : enjeux, portée et limites. L'exemple des partenariats Londres-Varsovie et Paris-Berlin

Le groupe de travail est chargé de mener un projet de recherche sur les enjeux de deux partenariats bilatéraux de défense en Europe : Paris-Berlin et Londres-Varsovie. L'avènement de la guerre en Ukraine et les réactions européennes en découlant ont pu renforcer l'idée d'un basculement du centre de gravité géopolitique de l'Europe vers l'Europe centrale et orientale, dont le binôme Pologne-Grande Bretagne serait devenu le porte-parole. Un constat renforcé par les difficultés franco-allemandes à coopérer en matière de défense. Au cours de cette étude, nous souhaitons interroger la pertinence d'une telle dichotomie, en abordant les éléments – objectifs et subjectifs ayant amené le débat public à objectiver l'existence de tels partenariats. De plus, nous questionnons la portée et la centralité des partenariats bilatéraux au sein de l'architecture européenne de sécurité et de défense. Cette étude est le fruit d'un mandat confié par EuroDéfense-France, une association regroupant hauts fonctionnaires civils et militaires, chercheurs et industriels, porté par un intérêt commun pour les enjeux de défense européenne.

Membres du groupe : Basile Garré, Lou Lingelser, Antoine Malard, Ewa Mrowiec, Etienne Rolling, Gabriel Sommer, Louis Vitrand
Encadrant : Général de corps d'armée Jean-Paul Thonier

Groupe 6 : La méthode de planification et de décision utilisée à l'Eurocorps peut-elle servir de modèle dans la résolution et la prise de décision concernant des problèmes complexes du monde civil ?

Le groupe de travail a été chargé par l'Eurocorps de s'interroger sur l'application de la méthode de planification militaire à la gestion de crise en milieu civil. Les étudiants ont été amenés à se rendre, à raison de deux fois par mois, au sein de l'Eurocorps afin d'échanger avec les encadrants sur la planification militaire mais également sur le thème de la défense européenne de manière générale. Le travail s'est basé en premier lieu sur le manuel de planification « NATO Standard » utilisé par l'Eurocorps dans ses opérations mais également sur un ensemble de ressources académiques et militaires traitant du domaine de la planification de gestion de crise. Le groupe a également été amené à mener des entretiens avec des représentants du milieu civil afin d'étayer notre connaissance du milieu et notamment avec deux intervenants du master SESI, le Général Emanuel de Romémont ainsi que Madame Anaëlle Gabrieli.

Membres du groupe : Chloé Amy, Pierre Chaligné, Paul Ennuyer, Masaru Hiroe, Thomas Kedras
Encadrants : Lieutenant-Colonel Amaury Damase, Commandant Carole Schmitt, Major Jean-Louis Chotard

G7 Gendarmerie : Recommandations pour la révision du Traité de Mondorf-les-Bains sur la coopération policière entre la France et l'Allemagne

Le traité de Mondorf-les-Bains (1997) pose les bases de la coopération policière entre la France et l'Allemagne. Cependant, des distorsions existent entre ce texte juridique et la coopération au niveau local : le traité devrait donc être révisé dans les prochaines années. L'objectif de notre groupe de travail est de fournir des recommandations sur lesquelles la partie française pourra s'appuyer. Il s'agit d'identifier les bonnes et les mauvaises pratiques afin de proposer des recommandations. Nos principales recommandations se concentrent sur la formation : renforcer la formation linguistique en français et en allemand, faciliter le recrutement de personnels attirés par la coopération au niveau des ressources humaines (RH), mais également créer des formations juridiques pour mieux connaître les systèmes policiers des deux pays. Sur le volet opérationnel, nous recommandons notamment la réciprocité du droit de poursuite (uniquement appliqué en Allemagne pour l'instant), le droit d'interpellation transfrontalier, la mise en place d'une base de données commune ainsi qu'un renforcement des patrouilles mixtes. L'objectif est ainsi d'étendre la coopération, qui est aujourd'hui encore très dépendante des relations interpersonnelles.

Membres du groupe : Cécile Aurand, Logan Gum, Nolwenn Hoüitte De La Chesnais, Félix Trojan, Charlie Vairetty, Matteo Vicente.
Encadrants : Lieutenant-Colonel Christophe Richard et Dr Pierre Berthelet

Groupe 8 : Guide des Métiers de l'Europe #2

Ce groupe de travail a pour objectif de créer un Guide des métiers de l'Europe à destination de tous les étudiants, du Master Europe de Sciences Po Strasbourg et au-delà. Ce travail donne des informations sur les métiers européens qui sont accessibles après le Master et vise à aider les futurs diplômés à s'orienter dans le monde professionnel, que ce soit à Bruxelles, au niveau national ou local. Ainsi, chaque fiche du guide présente un métier de façon exhaustive, détaillant la pluralité des missions exécutées à long et court terme, les avantages et inconvénients ainsi que les conseils donnés aux étudiants par de jeunes professionnels actuellement en exercice. En parallèle du guide, le groupe a produit une étude contextuelle. Celle-ci permet de mettre en perspective les différentes fiches métiers et de dégager une ligne réflexive sur les dynamiques professionnelles induites par l'Union européenne. Cet approfondissement donne des clés d'analyse sur le rôle de ces métiers dans la fabrique de la régulation européenne et sa mise en œuvre.

Membres du groupe : Pauline Cathonnet, Matthieu Gasp, Zahra Kalaf, Lena Lopez, Thomas Pelletier, Hugo Schons
Encadrants : Florine Roos et Séverin Schnepf

Groupe 9 – Les priorités de la prochaine Commission européenne en matière de politiques climatiques

En lien avec le think tank Confrontations Europe, ce groupe a été chargé de la préparation d'une série de propositions à destination de la prochaine Commission européenne en matière de politiques climatiques. Si la Commission actuelle a été proactive à cet égard – en témoignent la mise en œuvre du Pacte Vert pour l'Europe et l'adoption des propositions législatives du paquet Fit for 55 – l'accélération du dérèglement climatique et les bouleversements géopolitiques induits par le conflit ukrainien supposent une action d'autant plus résolue durant le prochain mandat. Organisés en quatre sous-groupes thématiques (Énergie & Industrie, Transports, Agriculture & Alimentation, Biodiversité), les sept membres du groupe ont pu échanger avec une trentaine de professionnels des secteurs susmentionnés, permettant de dégager une vision d'ensemble des prochaines étapes de la transition écologique européenne. Ce travail d'enquête, complété par l'étude de littérature scientifique (rapports, notes de think-tanks, ouvrages divers, etc.), a abouti sous la forme d'un rapport comprenant plusieurs articles « thématiques » (rédigés en sous-groupes) et « transversaux » (rédigés par l'ensemble des membres).

Membres du groupe : Chiara Bonche, Sophia Geys, Clara Marteau, Mathieu Ostermann, Adrien Robert, Léa Roethinger, TERENCE Schmitt

Encadrants : Pierre Fouquet, Thomas Dorget

Groupe 10 : Les annonces de politique monétaire de la BCE et leur retraduction dans les débats publics français, allemand et italien (Projet inter-master - PIM)

S'inscrivant dans le projet ITI MAKERs, ce groupe de travail intermaster vise à étudier la manière dont les annonces de la banque centrale européenne sont retraduites et interprétées dans les différents États de la zone euro. L'hypothèse de départ est qu'une même intervention de la BCE suscite des réactions différentes en fonction de l'espace national. Le groupe s'est concentré plus particulièrement sur trois pays (France, Allemagne, Italie), et sur deux périodes significatives pour la BCE : la mise en place du Quantitative easing sous Mario Draghi (janvier 2015), et la récente hausse des taux d'intérêt (2022) par Christine Lagarde. D'un point de vue méthodologique, le travail consiste à encoder dans une base de données les prises de position journalistiques issues de trois titres économiques (Les Echos en France, Handelsblatt en Allemagne et Il sole 24 ore en Italie), ainsi que du Financial Times (journal-témoin). Tous les articles parus durant les périodes étudiées sont décortiqués via une série de critères (perception de l'inflation, des politiques monétaires non conventionnelles, etc.) afin de faire ressortir les grandes tendances propres à chaque espace national.

Membres du groupe : Antoine Chapuis, Susie Hacquin, Max Krauter, Tom Logel

Encadrants : Amélie Barbier-Gauchard, Philippe Juhem, Moïse Siridopoulos

Groupe 11 Living wage(s)

Ce groupe de travail est un projet inter-masters (PIM), proposé dans le cadre de l'Interdisciplinary Thematic Institute (ITI) MAKERs. Ce projet regroupe des étudiants en études de macroéconomie, de droit social et de sciences politiques. Il s'inscrit dans le cadre de l'adoption en 2022 de la directive relative aux salaires minimaux adéquats au sein de l'Union européenne. L'objectif est d'analyser les négociations collectives, du point de vue de ces trois domaines, dans trois pays européens aux modèles de négociations opposés: la Pologne, la Belgique et l'Espagne. L'objectif est ainsi de comprendre si un modèle de négociations collectives serait plus efficace pour parvenir à l'établissement de « *living wages* ».

Membres du groupe : Solenn Nedelec, Simon Debat, Thaïs Montalvao, Nikolas Keckhut, Constance Maly

Encadrants : Marie-Christine Aquatias, Mélanie Schmitt, Francesco de Palma

Groupe 12 - Quelle politique de réduction des pesticides pour l'Union européenne ? (Projet inter-master - PIM)

Ce groupe de travail était chargé d'étudier les différentes problématiques afférentes à la construction de la proposition de règlement sur l'utilisation durable des produits phytopharmaceutiques, dit règlement "SUR". Les étudiants se sont focalisés sur l'influence des divers acteurs sur le texte tout au long de sa rédaction ainsi que de ses différents passages auprès des institutions et instances de consultation européennes. Un accent a également été mis sur la relation entre ce texte et d'autres afin de voir comment ils conditionnaient le vote de certains groupes politiques. À travers notre travail, nous souhaitons faire comprendre au lecteur les enjeux clés que comportent ce texte pour la définition d'une politique européenne de réduction des pesticides ainsi les dynamiques plus larges autour de l'environnement et l'agriculture au sein de l'Union Européenne.

Membres du groupe : Oriane Petit, Clémentine Castagné, Télió Gaborit, Léna Maillet, Sagita Kaveendran

Encadrants : Hélène Michel, Annie Martin